

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Assurance-chômage : synthèse opinion

⇒ Du point de vue de l'opinion, ce débat paraît sinon attendu, au moins légitime aux yeux des Français :

- les politiques de lutte contre le chômage n'échappent pas aux procès en illégitimité et en inefficacité. Ainsi seuls 17% des Français jugent que « *l'argent public consacré à ces politiques est efficace* » (il s'agit d'un niveau faible, y compris par rapport au jugement sur l'efficacité d'autres politiques).
- les deux tiers (66%) se déclarent « *favorables à l'idée de réformer les conditions d'obtention et d'indemnisation de l'assurance chômage* », dont 25% « *très favorables* ».

Cette ouverture au débat est **partagée par tous les segments** : actifs (68%) ou inactifs (63%) ; salariés du privé (70%) ou du public (66%) ; électeurs de F. Hollande (67%), de N. Sarkozy (77%) ou de M. Le Pen (65%) ; catégories populaires (67%) ou supérieures (68%).

- interrogés déjà en février dernier sur les réformes nécessaires, **34% des Français jugeaient que « revoir l'indemnisation des chômeurs » était « prioritaire », 48% « important mais pas prioritaire », et seulement 18% « secondaire »** (23% à gauche, pour 51% qui jugeait ce sujet important et 25% prioritaire).

Alors que nos gestes suscitent en général peu d'attention, il est possible que celui-ci, après le débat sur les allocations familiales, ait été vu comme une capacité à faire l'actualité et à **ouvrir des discussions** (sans les fermer par avance) **sur des sujets perçus comme importants par les Français**.

Les commentaires en ligne sur les forums et les sites de PQR sont d'ailleurs nombreux, et assez peu hostiles. Là où d'ordinaire les invectives envers le gouvernement prennent vite le dessus et noient les discussions, des arguments sont cette fois échangés (*cf. infra*).

⇒ Sur le fond, **la réforme de l'assurance-chômage n'est pas un terrain facile en termes d'opinion, mais offre des marges réelles** :

- **entrer dans ce sujet par le biais des économies ne paraît pas l'angle le plus facile, en particulier à gauche** :
 - **faire des économies sur l'assurance-chômage n'est certes plus un tabou**. La diminution des allocations chômage, testée en novembre dernier, recueillait 42% d'approbation (ce qui aurait été impensable il y a quelques années). Il est possible que cette proportion ait encore augmenté depuis un an. Cette réduction était cependant très peu populaire à gauche (25%), et plutôt soutenue à droite (60%).

- **mais l'assurance-chômage n'est pas vu comme un poste d'économies prioritaires.** 17% seulement des Français considèrent qu'il s'agit de dépenses à réduire en priorité - à comparer notamment aux 30% s'agissant « *des prestations sociales autre que le chômage* ».

- **en revanche les réformes visant à inciter davantage au retour à l'emploi et éviter les fraudes (qui restent très surestimées) paraissent bien reçues ; même si elles aboutissent, de fait, à un durcissement de l'attribution des allocations :**

- **83% des Français sont ainsi favorables au « *renforcement des contrôles pour vérifier que les chômeurs cherchent bien un emploi* ».** Cette adhésion a nettement augmenté par rapport à début septembre, où 67% des Français se disaient favorables à l'idée de « *renforcer les contrôles chez Pôle Emploi pour vérifier que les gens cherchent bien du travail* » (peut-être la conséquence d'un effet d'attente lié aux propos de F. Rebsamen).

Cette mesure est aujourd'hui **soutenue par 71% des sympathisants de gauche** (y compris 54% des électeurs de J.L. Mélenchon, et 79% de ceux de F. Hollande), et 89% de ceux de droite.

- **67% sont favorables à une « *réduction du montant maximum que peuvent percevoir les chômeurs en le passant de 6000 à 4000 € par mois* ».** Ce principe est sans surprise soutenu par les plus modestes (68% des CSP-), mais aussi par 53% des cadres supérieurs et professions libérales. La droite soutient paradoxalement un peu plus cette idée (70%) que la gauche (60%, dont 66% au PS).

- **Les mesures « d'incitation » sont également acceptées, tant qu'elles ne sont pas punitives.**

Les incitations positives sont approuvées : **68% sont ainsi favorables à une « *augmentation des aides pour inciter les chômeurs à reprendre une activité* », « *comme par exemple la Prime pour l'emploi* »** (dont 75% à gauche et 65% à droite). Ce taux d'approbation n'est cependant pas très haut, comparativement à celui concernant le plafonnement des indemnités (du même ordre) et inférieur à la demande de renforcement des contrôles, signe supplémentaire sans doute de la défiance envers la redistribution (et envers les aides « monétaires » en général).

56% des Français seraient favorables à « *baisser progressivement les indemnités après plusieurs mois d'inactivité* ». Sur ce point **la gauche est cependant légèrement minoritaire** (44% des sympathisants de gauche, 49% des électeurs de F. Hollande de 2012) ; la droite y est bien plus favorable (63%).

Ces résultats sont confirmés par un sondage Odoxa publié hier, aux résultats très similaires : 59% des Français se disent favorables à ce que l'allocation chômage « *devienne dégressive, c'est-à-dire qu'elle doit baisser par paliers pendant deux ans* ». Ces résultats paraissent par ailleurs **stables dans le temps** : en février 2014 (sondage BVA) 59% des Français et 45% des sympathisants de gauche se disaient favorables à « *rendre les allocations chômage dégressives au bout d'un an* ».

- La capacité incitative des mesures reste centrale dans l'approbation des Français : **la réduction de la durée d'indemnisation est ainsi jugée différemment selon qu'un lien est fait ou non avec l'incitation au retour à l'emploi :**
 - ainsi **60% des Français (47% des électeurs de F. Hollande) se disent d'accord avec une « *réduction de la durée des indemnités chômage qui inciterait les chômeurs à reprendre plus rapidement un emploi* »** (sondage Opinionway d'hier) ;

- mais **seulement 45% se disent favorables à « réduire la durée maximale pendant laquelle un chômeur a droit à des allocations, aujourd'hui de 2 ans »**, formulation plus sèche qui ne fait pas de lien avec l'incitation au retour à l'emploi. L'opposition est là bien plus nette parmi les catégories populaires (58%) et à gauche (61% des électeurs de F. Hollande).

Dans un contexte nettement perçu de situation très dégradée du marché de l'emploi, **les Français semblent attendre un système plus incitatif, mais sans comporter de dimension « punitive » pour les chômeurs de longue durée.**

- L'opinion se montre enfin **partagée quant à l'idée d'allonger la durée de cotisation nécessaire pour ouvrir les droits au chômage** : 52% y sont favorables, dont 47% à gauche et 57% à droite (67% à l'UMP, mais 46% au FN).

Ces résultats sont stables : en février 2014, 50% des Français se disaient favorables à l'idée de « faire passer de 4 à 8 mois la durée de travail nécessaire pour être indemnisés ». S'il fallait vraiment allonger cette durée, 67% choisissent l'option la plus courte proposée (6 mois) et 34% choisissent 1 an.

⇒ *Si la réduction des dépenses consacrées à l'assurance chômage ne semble pas agir comme un repoussoir, nous paraissions peu attendus sur ce sujet.*

En revanche le thème de l'efficacité de ces dépenses, de l'incitation à retrouver un emploi et de l'équilibre des droits et des devoirs pourraient constituer de bons points d'entrée (y compris, même si dans une moindre mesure, auprès des sympathisants de gauche) ; et sans doute pouvoir justifier, à titre accessoire et non principal, des économies.

Adrien ABECASSIS

ANNEXE : extraits de commentaires en ligne

1. favorables

« Le chômage est un drame profond qui plonge des familles entières dans le désarroi. Mais il faut bien reconnaître que certains en ont fait leur métier. Commençons à faire véritablement la chasse aux fraudeurs au lieu de se contenter de dire simplement qu'ils existent sans jamais lever le petit doigt pour les éradiquer. Il y a des économies substantielles à faire ! On pourra ainsi donner aux vraies victimes du chômage des moyens de subsistance décents pour vivre dignement ».

« Il faut débusquer les chômeurs "professionnels" c'est une évidence. Si un jour je suis malheureusement au chômage et que je ne suis pas soutenu par l'Etat à cause des agissements passés de ces individus qui aurait entraîné la diminution/suppression des indemnités chômage et que ma famille en souffre, j'aurais la haine ».

« Le chômage n'est pas un dû mais un moyen de pouvoir se mettre à chercher du travail en ayant une compensation minimale financière. Le temps ne doit être consacré que à chercher du travail ou à se former, et non à se dire "j'ai cotisé pour donc à moi d'en bénéficier". J'ai été au chômage je sais de quoi je parle ».

« Comment inciter des personnes qui ne font rien en étant payés à retravailler ? Les chômeurs ne doivent pas être désocialisés. Ils doivent continuer à se lever le matin et faire quelque chose pour avoir droit de toucher des indemnités. Travaux d'intérêt public, entretien des chaussées, travail de bureau, n'importe quoi. RMI RSA, il faut revoir tout cela ».

« Et ben il était temps. Mais c'est pas le chômage qu'il faut reformer, c'est le système du travail entier et les charges ! »

« Valls se place comme futur présidentiable, il fait dans le populisme. Il pourra toujours dire voyez moi j'ai essayé de faire bouger les choses mais les partenaires sociaux, les autres n'ont pas voulu ».

2. défavorables

« Toutes nos usines ont fermées, ou se sont expatriées. Comment retrouver un cdi, lorsqu'on a dépassé 45 ans ? Pourquoi nos jeunes diplômés s'expatrient ? Alors M. Valls, avant de dire que le chômeur est un fainéant, faite en sorte que dans notre pays il y ait du travail ».

« Donc on "pousse" les chomeurs à trouver un emploi qui... n'existe pas vraiment. On peut m'expliquer la logique ? ».

« Il faut inciter les chômeurs au retour à l'emploi dit Valls. Moi je veux bien mais.... où sont les emplois ? »

« Avant de réformer l'assurance chômage, ils ont qu'a payé un peu mieux tous ces boulots minable, et peut-être que les gens seront motivé a allé au turf »

« La réduction des droits au chômage une nouvelle manière de créer une pauvreté supplémentaire comme l'Espagne, Italie, Grèce, GB, enfin comme pratiquement toute l'Europe, nous allons devenir une société lowcost ».

3. à noter, comme souvent, beaucoup de commentaires sur les demandes d'exemplarité

« Il y a des tricheurs, que l'on s'attaque à eux. Mais l'exemple n'est pas donné en haut. N'oublions pas qu'un député non réélu au bout de 5 ans touche 1390€ à vie. Il y a quand même un gros problème ».

« Les indemnités chômages des hommes politiques durent ... 60 MOIS ! avec 6 mois de salaires pleins. On comprend pourquoi ils se battent pour être élus, et ne pleurent pas quand ils sont virés : un coup la gauche au pouvoir, un coup la droite... ils ont un salaire à vie ».

« Ils feraient bien de réformer leurs salaires, ministres, députés, sénateurs, ça ferait pas mal d'économies ».

« Et si on réformait d'abord le chômage des ministres, des députés et des sénateurs, je pense que ça ferait énormément d'économie dans les caisses de l'Etat. Mais ils ne vont pas se tirer une balle dans le pied ».